

# eco



ÉDITION FRANCOPHONE

ECO est publié par les Organisations non gouvernementales depuis la Conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP15 - MOP 5, Copenhague, Décembre 2009. Pour recevoir ou ne plus recevoir ECO par email chaque matin lors des négociations : écrivez un message en ce sens à [marc@rac-f.org](mailto:marc@rac-f.org)

## Ecrire l'histoire à Hopenhague

La COP15 est en train d'écrire une page de l'histoire, mais de quelle histoire ? Après 24h de quasi impasse, les négociations ont repris vers midi selon les deux voies et sur la base des textes du Chair. Ce changement est intervenu peu après une annonce par les Etats-Unis sur leur

comblent les vides juridiques qui nuisent pour l'instant aux ambitions de réduction des pays Annexe 1. La société civile exige un accord dans l'intérêt commun de l'humanité et des écosystèmes. Pas besoin d'une nouvelle déclaration politique qui promet de s'attaquer au changement climatique ou



contribution aux financements long terme à une échelle acceptable. La Chine, elle, s'est montrée prête à améliorer la transparence et les communications nationales, ainsi qu'à intégrer ses objectifs d'intensité carbone dans son prochain plan quinquennal.

ECO est encouragé par le grand nombre de promesses, risquées pour certaines.

Maintenant, il faut travailler sur la scène visible du processus Onusien. Il est temps pour l'UE de confirmer son objectif de 30% pour 2020, par rapport à 1990. Tous les pays avec des objectifs conditionnels devraient faire de même, et prendre les décisions qui feront le succès de Copenhague. Il faut aussi

qui recycle le Plan d'Action de Bali. Nous voulons des engagements et un mandat fort pour créer des outils juridiques aptes à garantir un monde climatiquement sauf. Pour ce qui est de la finance, même flou : qui va accepter quoi, qui va offrir quoi à qui, et à quelles conditions ? L'échelle et la gouvernance des fonds publics pourraient empêcher l'accord. Il serait plus productif de s'engager sur une évaluation sincère des montants financiers possibles afin de répondre aux besoins. La science pointe l'urgence croissante. Les leaders doivent travailler ensemble pour identifier les ressources pour l'adaptation et l'atténuation.

## Comblent le fossé

Nous sommes à l'aube du dernier jour d'un processus de négociation de deux ans. Ce matin les dirigeants du monde doivent se poser une question simple. « *Aujourd'hui, ferai-je ce qui est nécessaire pour assurer que le monde évite un changement climatique catastrophique ou vais-je signer un accord bidon ?* ».

La dernière alarme sur le climat vient d'un rapport du secrétariat de la CCNUCC. Le rapport évalue les conséquences des engagements actuels provenant des différentes Parties. Il souligne que « *les émissions pourraient plafonner plus tard qu'en 2020, mener à une concentration d'au moins 550 ppm et résulter en une augmentation de +3°C* ». Selon d'autres sources crédibles, nous nous dirigerions vers un réchauffement de 3,5 à 4°C.

Le rapport du Secrétariat doit être le dernier appel à la raison. Il est évident depuis des mois que les engagements annoncés par les pays industrialisés sont en deçà des réductions préconisées par le GIEC, soit -25 à 40% d'ici à 2020, ceci pour avoir une chance sur deux de rester sous les 2°C.

Les conclusions du Secrétariat confirment les évaluations précédentes de Nicholas Stern, du PNUE, Project Catalyst, McKinsey, Ecofys et du Potsdam Institut. Si nous nous dirigeons droit vers les récifs, quelles options nous reste-t-il pour changer de cap ?

Première étape : s'assurer que les objectifs faibles des pays industrialisés ne sont pas neutralisés par des échappatoires :

- écarter les considérables quantités d'« *air chaud* », ces allocations inutilisées de la première période d'engagement et potentiellement de la seconde, - suite page 2

## Adaptation : faisons le tri

Un papier du secrétariat, « *tombé du camion* », estime qu'à partir des promesses de réduction d'émission actuellement sur la table (des pays industrialisés et émergents), le réchauffement de la planète pourrait atteindre 3°C, et sans doute plus encore. Cela signifierait la fonte définitive des glaciers du Groënland, la submersion de petits pays insulaires, et menacerait les rendements agricoles de bon nombre de pays africains. Certains impacts sont déjà visibles, et ceux à venir toucheraient notamment les populations les plus pauvres, celles qui ont le moins contribué au problème, comme l'ont fait remarquer les pays les moins avancés et insulaires ces deux derniers jours.

Une large gamme d'actions pour l'adaptation est nécessaire pour soutenir les PED. Déjà, l'ampleur des moyens à déployer en matière d'adaptation dépendra des réductions d'émission réalisées et des financements fournis par les pays industrialisés. Pour répondre aux besoins des plus vulnérables, ces derniers doivent avoir un accès adéquat aux mécanismes de financement. Or, ceux-ci restent encore à clarifier, puisque le texte en négociation fait une vague référence à une institution, sans pour autant mentionner le Fond d'Adaptation.

Au delà des questions de financement, ECO voit du bon et du mauvais dans le texte :

### Le bon :

- une attention spéciale aux populations les plus vulnérables
- la prise en compte des migrations liées au changement climatique (une première!)
- un soutien fort aux centres régionaux et à la coopération.

### Le mauvais :

- absence de mention de la responsabilité historique comme clé de répartition des contributions de l'aide financière des pays industrialisés
- le risque d'une insuffisance notoire des financements (surtout si on augmente de +3°C !)
- le manque de garantie sur l'additionnalité des financements aux objectifs de l'APD
- l'absence de la reconnaissance d'un droit légitime au soutien financier en faveur de certains PED (remédiant à la situation où un PED doit quémander)

Chers Ministres, il reste encore de nombreuses questions à trancher ! Parmi elles, la création de mécanismes couvrant les pertes et dommages causés par le changement climatique, répondant aux demandes des pays menacés dans leur droit à survivre. L'autre question urgente à régler est la suppression des mesures de riposte. En aucun cas, la perte des revenus pétroliers doit être estampillée « adaptation ».

La COP 15 se clôturant, il est temps de reconnaître un droit à l'adaptation.

## Alors que revoilà le nucléaire

Hier, les négociateurs ont reçu 50 000 cartes postales du monde entier.

Ces messages -initiés par le Réseau Sortir du Nucléaire- leur demandent de soutenir un accord ambitieux et sans nucléaire. Cette action dynamique cible les efforts peu subtils de l'industrie nucléaire, qui se livre à un lobby d'enfer pour inclure le nucléaire dans le MDP. L'annexe de Marrakech, qui avait de facto interdit le nucléaire dans les mécanismes de flexibilité est maintenant encadré par d'autres propositions, qui limitent cette interdiction à la prochaine période d'engagement du PK. Une autre option le rend même éligible en commençant... dès l'année dernière!

ECO réaffirme que le nucléaire n'est ni propre ni une solution effective aux changements climatiques.

Nous en appelons aux Chefs d'Etat pour qu'ils évitent ce gaspillage d'argent dont on aurait un besoin urgent sur des solutions

moins chères et durables.

L'objectif ultime de notre Convention est le Développement Durable, pas cette technologie inefficace, dangereuse et



Suite « *Comblant le fossé* » -

- déjouer la fausse comptabilité des puits de carbone provenant de l'utilisation des sols et de la foresterie,
- dissocier achat de crédits d'émissions et réductions domestiques d'émissions.

Ces échappatoires risquent de transformer le déficit d'engagements en un gouffre béant.

La deuxième étape doit consister à augmenter les engagements de chaque pays de l'Annexe I pour qu'ils arrivent en 2020 à au moins 40% de réduction (année de référence 1990). Ce n'est rien de moins que ce que la science demande.

La troisième étape doit assurer l'apport de 195 milliards de dollars sous forme de financement neuf, additionnel et prévisible pour aider les pays à orienter leur développement vers des équipements à faibles émissions.

La quatrième étape doit introduire des mécanismes réduisant les émissions dues à la déforestation et contrôler les secteurs en expansion de l'aviation et de la marine marchande.

Chaque pays doit modifier ses engagements pour combler son déficit vis-à-vis des recommandations du GIEC. Les choix sont clairs, les dirigeants ne peuvent pas prétendre qu'ils agissent dans l'ignorance,

## Fossile du Jour

### Première place : Australie

L'Australie a reçu la première place pour avoir fait pression de façon à peine dissimulée sur les petits Etats insulaires du Pacifique, et sur Tuvalu en particulier, en exigeant qu'ils acceptent l'objectif de rester sous les 2°C et de 450 ppm de CO2 plutôt que sur l'objectif de +1,5°C de réchauffement et 350 ppmCO2. Tuvalu a tenu bon face à cette attitude odieuse et agressive.

### Seconde et Troisième places :

#### Canada, Australie et Japon

Ces trois pays ont reçu de façon combinée le second et le troisième fossiles du jour à cause de leur incapacité à suivre les Etats-Unis sur la finance long terme. Ces parties font semblant d'agir comme de pauvres victimes du climat, se cachant derrière les ambitions pourtant très limitées des Etats-Unis sur la finance ou recyclant de minuscules propositions de l'année dernière (Japon).

## REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie le ministère français de l'écologie (MEEDDM) et la Fondation du Prince Albert II de Monaco pour leur soutien financier (le contenu de ce bulletin n'engage en rien ces deux partenaires) ainsi que tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro et l'équipe de l'ECO anglais. ECO français est disponible sur :

[www.rac-f.org](http://www.rac-f.org)

# Opaque forteresse

ECO se doit d'exprimer son indignation concernant le traitement qui a été réservé à la communauté des ONG ici à Copenhague. Depuis mercredi nous avons été délibérément virés du Bella Center, au nom de la sécurité et du surnombre. Apparemment, les organisateurs de la conférence de la CCNUCC ont oublié que cet événement était l'une des plus grandes négociations des Nations Unies de tous les temps ! L'ironie de cette situation réside dans le fait que le Secrétariat de la Convention se vantait déjà il y a deux ans à Bali à quel point ils étaient bien préparés, ainsi que le gouvernement danois, pour l'affluence de 30 000 personnes. Alors que s'est-il passé ?

Si nous pouvons comprendre que les niveaux de sécurité soient relevés avec l'arrivée des chefs d'Etat, le problème des procédures d'accréditation pour les ONG, complètement bâclées, aurait certainement pu être évité. Nous ne comprenons pas également pourquoi certaines ONG ont été carrément évincées du Bella Center, ni pourquoi notre participation est désormais limitée à moins de deux représentants par pays. Cela rend virtuellement

impossible l'interaction avec les médias ou la proposition d'idées fraîches à des négociateurs fatigués.

De plus de 25 000 participants accrédités pour la société civile en début de Sommet, nous en sommes aujourd'hui réduits à 300 personnes dans le Bella Center. Le reste d'entre nous croupit dans des halls d'hôtels avec de mauvaises connections Internet et devant faire face à un cauchemar logistique. L'infâme lock-out de Copenhague n'aura pas seulement été totalement outrageant, il semble également violer la Convention d'Aarhus, qui mandate que la société civile doit être en mesure de participer aux discussions sur les changements climatiques. Puisque cette Convention des Nations Unies est entrée en vigueur à Aarhus, cela rend les efforts du Danemark pour exclure les participants de la société civile de cette conférence cruciale d'autant plus impardonnables.

La société civile représente les millions de personnes à travers le monde qui sont ou qui seront affectées par les changements climatiques et qui demandent un accord équitable, ambitieux et contraignant. Le fait que les négociations soient au point

mort est le meilleur argument pour l'accès aux ONG, pour que nous puissions être là pour encourager les progrès et fournir des solutions. Nous avons un rôle important à jouer à la fois en façonnant un accord et en empêchant les leaders de fourvoyer les médias.

Ceux d'entre nous qui ont travaillé tard dans le Bella Center mercredi soir ont en plus eu à subir l'ignominie d'être jetés sans ménagement de leurs bureaux par la sécurité danoise et celle des Nations Unies alors qu'ils étaient toujours en train de travailler.

Mais vous ne pouvez pas vous débarrasser de nous aussi facilement. Notre indignation ne fait que renforcer notre volonté d'engagement. Nous sommes en contact permanent par e-mail, blackberry, texto et skype avec nos troupes fantastiques et infatigables à l'intérieur du bâtiment, et avec la presse. Alors ne pensez pas que vous nous avez neutralisés juste en nous empêchant de pénétrer dans le centre de conférence. Nous vous surveillons très attentivement, même à 4H40 du matin, et nous attendons de vous des résultats.

